

« Recolonisation » ou « auto-colonisation » : Quête de *Pax Africana* Réplique à une thèse réactionnaire*

J'aimerais remercier Ali A. Mazrui, Directeur de l'Institute of Global Cultural Studies, Albert Schweitzer, Professeur en sciences humaines, à l'université d'État de New York, Binghamton, Albert Luthuli, Professor-at-large, Université de Jos, Nigeria et Senior Scholar et Andrew D. White, Professor-at-large *Emeritus*, Université Cornell, Ithaca, de s'être interdit de s'abaisser à certains manquements à l'éthique professionnelle, même s'il s'est senti provoqué. S'il s'agit là du crime que j'ai commis dans ma première réplique, je voudrais qu'il sache que j'apprécie sa magnanimité et sa bienséance professionnelle. J'aimerais par ailleurs qu'il prenne acte du fait que la courtoisie que j'ai manifestée à son égard par le passé n'est en rien liée à une communauté de vues entre nous à quelque moment que ce soit ; loin s'en faut. C'est tout simplement parce que nous sommes ce que nous sommes et il en sera toujours ainsi. Mais si au contraire nous avons des points de vue divergents, il est dans l'intérêt de la communauté des sciences sociales qu'il n'en soit fait aucun mystère. Après avoir donc ainsi bien campé la situation, je suis prêt à croiser le fer avec Ali Mazrui. Si, ce faisant, le sang venait réellement à couler, ce serait peut-être un sacrifice tardif aux divinités africaines ou alors une invitation ainsi lancée aux jeunes guerriers africains.

Le moment est en effet tout à fait propice pour jeter la lumière sur les points de vue intellectuels et politiques au sein de l'intelligentsia africaine, car non seulement nous sommes en pleine période de déconstruction des anciens modèles et structures, mais par ailleurs, la pression populaire en faveur d'une reconstruction et d'une indépendance des modèles de pensée se fait de plus en plus forte. Aussi les intellectuels africains « en vue » ne peuvent-ils se permettre d'esquiver les problèmes qui découlent de leurs propres pratiques intellectuelles. Cela m'amène au constat que Ali Mazrui n'a pas répondu, à mon avis, aux questions ayant trait à son article du *Herald Tribune* et que nous pourrions récapituler de la façon suivante :

a) Contrairement à sa réplique faisant référence à plusieurs reprises à une

Archie Mafeje,
University of Cairo

« auto-colonisation », il propose, dans le texte en question, une « solution qui à une certaine époque était impensable, à savoir : la recolonisation ». Or il ne s'agissait ni d'un lapsus ni d'un trou de mémoire de sa part, dans la mesure où il préconisait sans la moindre ambiguïté dans le même texte une « recolonisation externe guidée par l'humanitarisme ». En effet, il recommandait un système de tutelle international dont les composantes seraient si possible « des pays d'Afrique ou d'Asie, ou d'autres pays membres de l'ONU ». Cela permettrait selon lui de transformer dans un certain sens « le fardeau du blanc » en celui de « l'humanité tout entière ». Il convient néanmoins de ne pas voir dans tous ces éléments une « auto-colonisation » puisque lui-même a des difficultés à le prouver dans sa riposte. L'option qui se présente à lui est tout à fait claire ; soit il retire sa déclaration, soit il reconnaît les connotations que celle-ci peut avoir. Dans le cas où son choix porterait sur la seconde option, il lui faudrait révéler ceux dont il se fait le porte-parole. Ceci est d'autant plus indispensable qu'il a été l'un des participants au 7^e congrès panafricaniste de Kampala en avril 1994 où le mot d'ordre traduit dans la déclaration finale a été : « Résistez à la recolonisation : organisez-vous au lieu de vous tourmenter ». D'autre part, si les idées d'Ali Mazrui sur la recolonisation étaient si bien connues des publics africains, comment se fait-il que son article ait secoué à ce point nombre de milieux africains ?

b) Le second problème qui s'inscrit immédiatement dans le sillage du premier était de savoir si un système de tutelle pour l'Afrique, dans le style de l'ONU, serait à même de réaliser ce que l'OUA et certaines organisations régionales comme la Communauté économique des États de l'Afrique de

l'Ouest (CEDEAO) et la South Africa Development Community (SADC) se sont révélées incapables d'accomplir (contrairement aux accusations erronées de Mazrui, l'ONU n'était pas mon centre d'intérêt). Dans ce cas, en effet, il faudrait en faire état avant d'avancer des présupposés sur la nécessité ou l'efficacité d'une « recolonisation » de l'Afrique. Le fond du problème en l'occurrence était que ce genre de suggestion, à ce moment précis de l'histoire africaine, avait des implications tout aussi politiques qu'idéologiques. Personnellement, il m'était impossible de cautionner une attitude aussi réactionnaire de la part d'un intellectuel africain quel qu'il soit ; qu'il s'agisse d'un professeur « nomade » ou résident. Mais une question encore plus étroitement liée à celle-ci consiste à savoir si la colonisation, quelle que soit sa forme, peut être inoffensive, eu égard à l'élément d'imposition qu'elle fait intervenir à un moment où les peuples africains se rebellent précisément contre celle-ci. L'on n'oubliera pas qu'Ali Mazrui, dans son texte, emploie les termes « recolonisation » et « auto-colonisation » indifféremment ; ce qui traduit, à mon avis, une certaine négligence et une certaine désinvolture que je n'associe pas à un savoir sérieux. Le terme « auto-colonisation » est en soi une contradiction et s'inscrit en faux contre « l'auto-libération », sens qu'il convient de donner aux luttes menées actuellement sur le continent en faveur de la démocratisation.

c) La troisième question était celle de savoir s'il y avait une raison-d'être politique expliquant que certaines puissances impérialistes secondaires en Afrique pensent qu'elles pourraient prendre en mains les affaires de leurs voisins plus faibles ou vivant dans le « chaos ». Cela reviendrait, à mon avis, à fermer les yeux sur notre domination et notre coercition par les grandes puissances, deux situations auxquelles nous cherchons à mettre un terme. En outre, cela militerait contre l'intégration régionale démocratique. Le leadership n'est pas quelque chose que l'on impose mais qui se conquiert.

Aussi la question que je posais à Mazrui était-elle d'indiquer comment comptait-il concilier le concept de « colonisation » au principe d'intégration régionale ? Pour quelles raisons idéologiques, morales conférerait-il le rôle de leadership à des pays tels que le Nigeria, le Zaïre, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et l'Égypte (« États-clés de Mazrui ») s'il ne pensait pas que « la force prime le droit » ? Quelles solutions ces pays offrent-ils à la crise actuelle en Afrique, quand en dépit de leur souveraineté, ils n'ont pas eux-mêmes résolu la question nationale ? Ali Mazrui ne serait-il pas en fait, en train de perpétuer l'idéologie des grandes puissances ? Si c'est ce à quoi a abouti toute une vie de travail pour Ali Mazrui, qu'il l'appelle « recolonisation ou « auto-colonisation », je ne vois donc pas l'intérêt qu'il y aurait à lire tous ses ouvrages. Par ailleurs, si c'est là ce à quoi ressemble son savoir africain, je reste convaincu que nous pouvons faire mieux et qu'en fait nous avons déjà fait mieux que cela avec le parainnage du CODESRIA.

- d) Le dernier point soulevé avait trait au concept de nationalisme africain des années 1960 et 1990, tel que l'entend un intellectuel comme Ali Mazrui. Une bonne partie de l'Afrique, selon lui « se délite et est en proie à la désintégration » ; et ce, à telle enseigne que l'on assiste à « un recul du niveau de modernisation dépendante atteint pendant la période coloniale ». (Au cas où Mazrui l'ignorerait, c'est précisément ce à quoi renvoie le terme « crise d'accumulation ». Impossible d'éviter en l'occurrence que ce soit un terme « usé »). Et, de poursuivre en faisant la remarque suivante : « Face au grand nombre d'États africains qui se sont effondrés dans les années 1990, une solution qui, à une certaine époque était impensable, semble se présenter à savoir : la recolonisation ». Le mouvement des années 1950 et 1960 en Afrique a été décrit comme un mouvement « anticolonial » ou « de nationalisme évaporé pendant les années 1990, que nous reste-t-il ? Quel était le sens du 7^e Congrès panafricaniste auquel Ali Mazrui assistait apparemment en 1994, car à en juger par les documents de conférence qui m'ont été expédiés, les projections d'Ali Mazrui ne cadraient pas du tout avec l'esprit et le climat qui ont prévalu à ce Congrès de Kampala. Contrairement au sentiment d'impuissance qu'aurait pu entraîner le

désenchantement par rapport aux États africains après l'indépendance, un nouvel esprit de panafricanisme et de nationalisme culturel voyait le jour, rappelant les années 1950 et 1960. La question que se pose, dès lors, est celle de savoir si ces tendances politiques sont compatibles avec le concept de « recolonisation ».

Le rôle de l'intellectuel africain

Cette expression m'a toujours mis mal à l'aise car elle couvre trop de sous-entendus ; et ce, non pas tant en raison du rôle que l'on attend de l'intellectuel africain que de celui qu'il s'assigne. À ce niveau précis, il est extrêmement difficile, compte tenu de l'interaction entre l'idéologie et les activités scientifiques d'une part, la pratique intellectuelle et les vicissitudes individuelles, d'autre part, d'imposer un système éthique unique (quel qu'il soit) de comportement intellectuel. Ce sujet a déjà fait l'objet de discussions vives lors de divers colloques du CODESRIA et de l'Association africaine de sciences politiques (AASP) sans que l'on ait pu y trouver de solutions claires. Grâce à ces discussions, néanmoins, un minimum de normes politique, psychologiques et idéologiques ont pu être fixées à l'intention des intellectuels africains, ce qui a favorisé un climat permettant de s'exprimer sur le caractère authentique ou non des allégations intellectuelles des chercheurs africains. C'est à ce niveau que se situe le problème qui m'oppose à Ali Mazrui ; et il en était de même à Kampala en 1991.

J'ai avancé, dans ma réponse à l'article d'Ali Mazrui paru dans le *Herald Tribune* que ses allégations intellectuelles en tant qu'Africain, n'avaient rien de particulièrement brillant et manquaient d'authenticité. Elles s'adressaient, je l'ai affirmé, à d'autres qu'aux Africains, ce que Mazrui a nié totalement dans sa réplique. Ce démenti a pris diverses formes que je vais examiner par ordre d'importance. Le premier argument qu'il a avancé est que si j'avais pris connaissance de tous ses ouvrages (ce que j'ai de bonnes raisons de ne pas avoir fait), je me serais rendu compte que les termes « recolonisation » et « auto-colonisation » étaient synonymes, et c'est là l'essence de sa quête de *Pax Africana* de toute une vie. Il s'agit là d'un amalgame inadmissible qui est loin de témoigner d'une grande érudition et d'une rigueur scientifique. Le mouvement en faveur de l'indépendance a été, d'un point de vue historique, un rejet explicite du colonialisme. Suite au désenchantement

suscité par, les gouvernements qui ont vu le jour après l'indépendance en Afrique, au lieu de faire référence à la colonisation, les populations en appellent plutôt à la déconstruction des structures hégémoniques et à la réalisation du « pluralisme démocratique ».

En essayant de réfuter mes propos selon lesquels ses allégations intellectuelles ne seraient pas authentiques, Mazrui me renvoie à nombre de tribunes africaines qui lui ont permis de présenter son alternative d'« auto-colonisation ». Dans le cadre de ses exposés, il a dû se rendre, d'après lui, de Kampala, en avril 1994 au Caire en mai 1994 puis à Addis Abeba (aucune mention de date à ce niveau). Mais le plus intéressant c'est qu'il a entrepris ce périple en grande partie sur l'invitation de dirigeants politiques qui, de son propre aveu, sont responsables de l'effondrement du continent africain. Il avait été convié en Afrique du Sud, lieu de publication de l'article controversé, pour écouter l'Archevêque Desmond Tutu, féliciter personnellement le Président Mandela et assister finalement à une conférence sur « l'Islam et la société civile en Afrique du Sud ». Même si l'on ne sait pas exactement qui est derrière cette invitation, il ne fait aucun doute que l'accent est placé sur les autorités constituées, ce qui tranche nettement avec le 7^e Congrès panafricaniste de Kampala où il fait tout simplement état de la distribution de sa communication. A-t-il été placé ou non sur un piédestal à Kampala ? Les médias occidentaux que représentent, entre autres le *Washington Post*, le *Los Angeles Times Syndicate* et le *International Herald Tribune* ont-ils manifesté autant d'intérêt pour ses déclarations panafricanistes à Kampala qu'ils l'ont fait pour « celles qu'il a faites dans les différentes zones géographiques » ? si non, quelles en sont les raisons ?

Les tribunes dans lesquelles l'on s'exprime ont leur importance ; le cas de la réaction des Occidentaux aux cours de Reith (*Reith Lectures*) dispensés par Ali Mazrui et à sa série de la BBC intitulée *Les Africains* en est une illustration patente. Les observations que j'ai faites sur ces deux éléments avaient davantage trait aux tribunes en question qu'à leur teneur. Le problème qui se pose n'est pas que Mazrui a mal compris mes propos mais plutôt qu'il tenait trop à prouver que ses affirmations n'avaient pas pour objectif de servir les intérêts de l'impérialisme. Hélas, ce faisant, il n'a fait que confirmer

ce qu'il s'efforçait de réfuter. Que ses sponsors attendent de lui des déclarations au nom de l'histoire et des intérêts de l'impérialisme, cela se conçoit tout à fait. Mais dans la mesure où il n'a pas réussi à satisfaire leurs attentes, ils ont dénoncé ses déclarations tant en Grande Bretagne qu'aux États-Unis. Eu égard donc au genre d'invitation qui lui était adressée ou de la tribune dans laquelle il devait s'exprimer, il n'y a rien de surprenant dans la réaction des impérialistes. Mazrui, à l'instar du Dr Faust, avait vendu son âme au diable en échange d'une célébrité immédiate. Il convient de dire à cet égard qu'en faisant cette comparaison entre sa propre pratique intellectuelle et celle d'Edward Said, Ali Mazrui fait preuve de malice et de fourberie. Sur le plan intellectuel, les thèses avancées par Edward Said sont toujours marquées par l'anti-colonialisme et l'anti-impérialisme ; ce qui, au fil des années a eu une incidence sur les conférences auxquelles il est convié dans les pays occidentaux et en Palestine. Par ailleurs, tout en étant disposé à s'entretenir avec Mazrui, il a fait savoir qu'il s'inscrivait en faux contre l'épistémologie du colonialisme de celui-ci.

Il existe un terme pour qualifier toute entreprise d'un individu visant à tirer le meilleur parti des deux mondes. La thèse de la « contre-pénétration » de Mazrui lui sert en fait de prétexte pour viser sur le plus fort à tout moment, que ce soit en Occident ou en Afrique. L'on conçoit difficilement comment l'on peut frayer avec l'opresseur au profit de l'opprimé. Les régimes ou organisations néocoloniales qui invitent Ali Mazrui à donner libre cours à ses mystifications habituelles ; et ce pour leur plus grande joie, sont ceux-là même qui font l'objet de résistance populaire en Afrique. Il est tout heureux de faire référence à Idi Amin le dictateur mais se refuse à répondre à la question bien précise de savoir si oui ou non il a apporté son concours à Idi Amin avant sa décision de fuir le pays. Curieusement aussi, il présente le rôle joué par les forces tanzaniennes en Ouganda comme un élément qui corrobore « l'auto-colonisation » qu'il préconise. Il ignore en fait que le comité directeur du TANU a toujours fait opposition à cette politique. Seule l'agression menée contre des villages tanzaniens par les forces d'Amin, après avoir traversé la frontière tanzanienne, a pu donc justifier une attaque de l'Ouganda. Le président Nyerere percevait certes Amin comme un usurpateur dangereux ; aussi désirait-il

voir Milton Obote son allié reprendre les rênes du pouvoir. Mais le caractère opportun ou non de ce souhait fut une source de controverse sérieuse au niveau des populations de l'Afrique de l'Est. La perception qu'en avait Mazrui, par contre, est que c'était à l'avantage de la Tanzanie.

Or, aux yeux d'Ali Mazrui, l'appui politique et intellectuel que nous avons apporté à la Tanzanie après la Déclaration d'Arusha était la preuve que nous étions victimes d'une terrible maladie qu'il a appelée la « Tanzaphilie ». S'agit-il encore une fois d'un cas de conflit entre l'histoire orale et l'amnésie intellectuelle ? Le fond du problème est qu'en réalité, sur le plan idéologique, il était hostile à la Déclaration d'Arusha et à l'unification du tanganyika et de Zanzibar ; ce qui transparait dans sa déclaration critique selon laquelle :

Jilius K. Nyerere du Tanganyika a signé un accord avec Abeid Karume le dictateur de Zanzibar (tout comme ceux qui ont construit l'empire britannique l'ont fait avec les chefs africains pour les amener à confirmer ce qui correspond à l'accord ougandais de 1900 pour une prétendue protection britannique).

Cette analogie est tout simplement scandaleuse et la façon dont il caractérise cet accord illustre combien Mazrui est superficiel et a des prédispositions de journaliste. Cette unification est intervenue par suite d'un accord entre le parti révolutionnaire de Zanzibar (y compris des personnalités aussi importantes que Babu) et les nationalistes progressistes du TANU ; accord qui était d'ailleurs à l'avantage des deux parties signataires. Mazrui l'admet en partie lorsqu'il affirme que « suite à la révolution de janvier 1964, un tel désordre régnait à Zanzibar que l'unification avec le Tanganyika lui offrit une forme de pacification ». Mais tout aussi brusquement, il fait volte-face en avançant que : « En dépit des conditions de cette unification qui furent très favorables à Zanzibar, il s'agissait bel et bien d'un cas de colonisation interafricaine ». Ces propos confèrent au terme de « colonisation » un caractère absurde et s'inscrivent en faux contre les aspirations déclarées d'Ali Mazrui pour le continent.

Pour ce qui est de la crise d'accumulation en cours en Afrique, je tenais en fait à dire, malgré « l'épigramme de Mazrui », que, supposer (comme il le fait) qu'il serait possible de combiner le mode capitaliste d'accumulation à un mode socialiste de redistribution sociale pourrait s'avé-

rer une entreprise difficile à poursuivre et à maintenir. Non seulement nous avons là une contradiction au niveau des termes, mais l'expérience de certains États-providence modernes telle que celle de la Scandinavie et la Hollande démontre bien que cela présuppose l'existence constante d'un surplus en vue de garantir la distribution sociale. Or, l'on sait que dans une situation de risque de crise d'accumulation ou de crise d'accumulation véritable, le capital efforce de garantir les conditions de sa propre reproduction en mettant un terme aux « gaspillages de ressources financières » pour des services sociaux, voire l'aide étrangère. C'est en fait la logique qui sous-tend les politiques des Chrétiens-démocrates en Europe, des Conservateurs en Grande Bretagne et des Républicains aux États-Unis. Aussi l'« épigramme » d'Ali Mazrui ne sert-il à rien. Cependant le débat qui s'articule autour de cet épigramme remonte à la période de la Seconde Internationale et à l'émergence d'un réformisme socialiste avec Bernstein et Kautsky au sein du Parti social démocrate (PSD) en Allemagne.

Cela n'a rien à voir, néanmoins, avec les événements que connaissent des pays comme la Chine, le Vietnam et Cuba. En dehors de la pression plus forte exercée sur le reste des pays socialistes depuis la chute de l'Union Soviétique, il n'est pas vrai que les rapports marchands n'existaient pas dans ces économies ou que celles-ci n'entretenaient pas de tels rapports avec les économies capitalistes. Pour ce qui est du cas de Cuba, ce pays n'a pas décidé de s'abstenir délibérément de tout échange commercial avec ses voisins ; au contraire, il est et demeure victime de l'embargo commercial que lui imposent les États Unis. La dichotomie entre « économies dirigées » et « économies de marché » qu'Ali Mazrui prend apparemment pour argent comptant n'a pas été le fait des pays socialistes. La question qui se posait pour ceux-ci était plutôt de savoir comment concilier des forces de marché « aveugles » et la nécessité d'une planification rationnelle de l'économie de façon à garantir une équité sociale.

Mais il convient de préciser que ce problème n'est pas propre aux pays socialistes. En effet, les diverses interventions des États africains dans leurs économies (interventions contre lesquelles la Banque mondiale s'élève vivement) avaient pour objectif de lutter contre ce même problème fondamental. La question qui se pose n'est pas celle de savoir si les résul-

tats obtenus étaient toujours positifs, mais plutôt de savoir comment réaliser parallèlement un maximum d'efficacité et d'équité sur le plan économique. Suite à la grande dépression qu'ont connu les pays occidentaux, ce même problème s'est posé implicitement à l'économie keynésienne. Or, compte tenu de l'ordre économique international qui prévaut actuellement, il s'agit-là de questions majeures qui ne sauraient être appréhendées en recourant à des non-concepts comme « marxisme de marché » (Dieu seul sait ce que cela veut dire), au lieu de notions telles que « crise d'accumulation » et « problème d'équité ». Si Ali Mazrui est effectivement un admirateur de Samir Amin, il serait souhaitable qu'il se familiarise avec les travaux de ce dernier sur ce sujet précis car cela pourrait servir d'antidote à ses illusions supra-structurelles. Finalement, la référence au tourisme intellectuel n'a probablement rien à voir avec

l'exil. Il s'agit plutôt de savoir jusqu'à quel point les allégations intellectuelles d'un individu s'appuient sur la réalité africaine et non sur les impressions qu'il en acquiert lors de ses rares visites. Je peux me permettre de faire ce genre de remarque dans la mesure où l'indigénisation des sciences sociales en Afrique est une question qui me préoccupe. Il faudrait également qu'Ali Mazrui sache que mon exil intellectuel a pris fin depuis que je me suis rendu en Tanzanie en 1969 et qu'il n'existe pas d'exil pour moi en Afrique. Il en est ainsi depuis 1976. J'avoue que cette situation a été dure et pénible parfois ; mais elle m'a permis de m'émanciper sur le plan intellectuel. Pour ma part, je n'apprécie pas l'authenticité de mes propos en fonction de ce que pourrait en penser ou en dire, à l'étranger, une organisation un commentateur quelconque ; mais plutôt en fonction de la communion d'esprit que je ressens avec les intellectuels africains

se trouvant dans la même position que moi. Dans la mesure où je me sens responsable de mes faits et gestes, je ne saurais être le porte-parole « d'autrui » sans impunité. Il se pourrait que je sois rongé d'envie mais, il ne fait aucun doute que je ne suis pas en compétition avec Ali Mazrui ; et ce, tout simplement parce que nos objectifs ne sont pas les mêmes. Inutile pour lui de se trouver des excuses en faisant allusions aux possibilités ou non d'emplois qui se présentent à lui. Il n'était pas obligé d'être turbo-Professeur à l'Université de Jos. En fait, il aurait pu y être Professeur-résident si tel avait été son désir. Tout le monde peut se douter des raisons pour lesquelles cette situation ne présente pas autant d'intérêt pour lui. N'est-il pas temps qu'Ali Mazrui mette fin à ses tergiversations et prenne une décision concernant sa personne ? Je continue de penser, et je ne suis pas seul dans le cas, que ses allégations intellectuelles trahissent ses revendications africaines.

* *Bulletin du CODESRIA*, numéro 3, 1995 (p. 19-22).